

La France rurale, un vrai désert administratif



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 08 août 2022

Source [Valeurs actuelles] : Solutions inadaptées, maires dépouillés, État absent... Le lent recul des services publics en zones rurales empêche un tiers des Français, pourtant contribuables, de bénéficier de droits fondamentaux. Enquête.

Selon l'Insee, en 2017, 88 % des communes françaises sont rurales et elles abritent 33 % de la population. Pourtant, ces Français des campagnes ont de plus en plus de difficultés à effectuer leurs démarches administratives, peinent à contacter un interlocuteur ou trouvent tout simplement porte close. Selon un rapport de février 2022 du Défenseur des droits, « *près d'un Français sur quatre exprime le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics* ». Un sentiment qui peut s'expliquer par un nombre croissant de fermetures administratives.

Ainsi, 1 200 trésoreries ont fermé en neuf ans, ce qui rend impossible un accueil fiscal de proximité. Une enquête sur « *l'accès aux droits* » publiée en 2017 montrait pourtant que le Trésor public était l'administration où les usagers rencontraient le plus de problèmes. Selon un rapport de la Cour des comptes, entre 2012 et 2018, 244 brigades de gendarmerie ont été dissoutes. L'étude publiée en mars 2019 précise que « *toutes ces unités dissoutes étaient localisées dans les territoires ruraux* ». La Poste accélère également la clôture de ses bureaux, dont le nombre s'élevait à 17 000 en 1994 pour tomber à 9 300 en 2015 puis à 7 500 en 2020. La CGT dénonce « *un plan stratégique* » qui prévoit la fermeture de la moitié des sites existants d'ici à 2025.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

08/08/2022 04:00